

Perte de la sécurité alimentaire au Canada*



Depuis le début d'octobre 2008, vingt personnes sont décédées au Canada à la suite d'une maladie (la listériose) causée par de la viande contaminée. D'autres personnes sont tombées malades après avoir consommé de la laitue Iceberg contaminée par la bactérie E. coli et provenant des États-Unis. Il semble que les *rappels* deviennent de plus en plus fréquents.

Qu'en est-il de l'inspection des aliments au Canada?

Le gouvernement fédéral a réduit le financement des programmes d'inspection des aliments et a transféré aux producteurs une grande partie des responsabilités liées à l'inspection des aliments. Résultat : la vague de toxi-infections alimentaires, un exemple terrible de ce que peut entraîner la réduction des services publics.

Qu'est-ce que le libre-échange a à voir avec la sécurité alimentaire?

Nous voulons savoir que nos aliments sont sûrs et sains. Cependant, la salubrité de nos aliments est mise en péril par la déréglementation de l'industrie alimentaire qui s'inscrit dans un objectif plus large de déréglementation et de privatisation. Cette initiative de déréglementation a été présentée dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) – un programme vieux de trois ans découlant de l'ALENA et liant le Canada, le Mexique et les États-Unis.

Une partie du programme du PSP consiste à élaborer des normes nord-américaines communes en ce qui concerne la production, l'inspection, la transformation et le transport des aliments. C'est peut-être une bonne idée d'élaborer des normes communes de sécurité alimentaire dans l'intérêt public, mais le PSP n'est pas là pour améliorer les normes alimentaires. Il est là pour faire disparaître les « irritants commerciaux » et déréglementer l'industrie alimentaire.

L'accès privilégié des entreprises au PSP met notre santé en danger!

Une grande partie des discussions auxquelles participent des groupes de travail composés de bureaucrates gouvernementaux des trois pays dans le cadre du PSP se déroulent à notre insu. Les réunions ont lieu sans avis public préalable et on y adopte souvent des recommandations inconnues du public. Un rapport de 2006 du PSP a établi que les limites plus sévères du Canada en matière de résidus de pesticides constituent un « obstacle au commerce ». Le Canada est donc en train de hausser les limites de résidus de pesticides sur des centaines de fruits et de légumes dans un effort pour fusionner ses politiques avec celles des États-Unis.

Un des impacts les plus troublants du PSP, c'est l'accès privilégié qui est accordé aux grandes entreprises sous l'égide du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) alors que la société civile n'a pas son mot à dire. Étant donné le lien direct entre le CNAC et les décideurs gouvernementaux, il n'est pas étonnant que le gouvernement canadien tienne compte des demandes des entreprises de lever les « obstacles au commerce » en Amérique du Nord en « harmonisant » les normes – c'est-à-dire, le plus souvent, en abaissant les nôtres.

Ce que vous pouvez faire

- Demandez aux candidates et aux candidats de votre circonscription de prendre un engagement au regard de la sécurité des aliments. Consultez www.securitealimentaire.ca pour agir immédiatement.
- Insistez pour qu'on redonne à l'Agence canadienne d'inspection des aliments l'entière responsabilité d'assurer le contrôle de la qualité des aliments.
- Demandez aux candidates et aux candidats ce qu'ils pensent du programme du PSP favorable aux entreprises et insistez pour que le public puisse participer pleinement aux discussions du PSP, particulièrement en ce qui concerne l'adoption des normes les plus élevées en matière de sécurité alimentaire, non seulement pour le Canada, mais pour toute l'Amérique du Nord.

*Ce document est l'un des nombreux feuillets d'information préparés par Common Frontiers. Pour lire les autres feuillets, consultez www.commonfrontiers.ca